

Le 25 avril 2023

Des repas chauds à 2€ !

Toujours plus d'étudiants précaires, toujours pas d'aides. Que faut-il faire pour qu'enfin les étudiants puissent manger à leur faim ? Alors que l'inflation des produits alimentaires atteint son plus haut niveau, il est temps que la ministre de l'Enseignement supérieur, madame Valérie Glatigny, prenne ses responsabilités. Nous lui ferons entendre nos revendications ce mercredi 26 avril, à partir de 12h30 sur la place Surllet de Chokier.

Selon une récente enquête de la FEF, 90% des étudiants considèrent qu'il est trop cher d'étudier en Fédération Wallonie-Bruxelles. L'inflation incontrôlable pousse toujours plus d'étudiants dans la précarité, avec des fins de mois difficiles, forcés à arrêter leurs études, ou à s'épuiser en jobant. Nous recevons des témoignages déchirants d'étudiants forcés à sauter des repas ou à voler de la nourriture dans les magasins.

Madame la ministre, dans une lettre envoyée, signée par la plupart des conseils étudiants de Wallonie-Bruxelles, nous vous demandons de prendre une mesure simple et primordiale pour lutter contre la précarité alimentaire : gardez les repas à 2€ pour tous les étudiants dans les cantines de l'enseignement supérieur. Vous avez la responsabilité et les compétences pour le faire. Cette mesure a fait ses preuves à l'ULB, avec un succès indéniable, qui ne peut être que salutaire en ces périodes difficiles. Mais ces mesures demandent du budget, que les établissements n'ont pas. Rien qu'à l'ULB, la mise à disposition de plats à 2€ demande un budget estimé à 700.000€ par an. Il est indispensable pour les établissements d'obtenir des fonds spécifiquement destinés à cette mesure. Le conseil social de l'Université de Mons qui s'est déroulé hier rejoint d'ailleurs ce constat et demande de débloquer des fonds pour leur permettre d'aider leurs étudiants. L'ensemble des Conseils Étudiants signataires de la lettre sont présents dans les conseils sociaux de leur établissement, et savent que la situation est critique.

Les aides ciblées actuelles ne fonctionnent pas, elles passent à côté de nombreux étudiants qui en ont pourtant cruellement besoin, et sont insuffisantes face à l'augmentation du nombre d'étudiants précaires. Selon un rapport du CERPE, le montant moyen des allocations d'étude perçues par un étudiant kotteur en FWB s'élève à 1.304€. On est loin du coût moyen d'une année d'étude, estimé à 12.269€, selon une enquête de la FEF. Pour lutter contre l'augmentation du coût de la vie, permettre à chacun d'étudier dans des conditions dignes et en bonne santé, il faut garantir un accès à un repas chaud et équilibré par jour.

Madame la ministre Valérie Glatigny doit arrêter de mettre l'entière responsabilité des actions sur le dos des établissements, il est de sa responsabilité de s'assurer que les étudiants puissent manger à leur faim. C'est le moment pour les services publics de montrer qu'ils peuvent intervenir directement auprès des étudiants. Le gouvernement a les compétences pour lutter contre la précarité et assurer l'équité entre les étudiants. Nous lui demandons de mettre en place un décret pour garantir l'accès à des plats chauds à 2€, ainsi qu'un soutien structurel au développement de cantines, notamment dans les zones dépourvues actuellement.

Madame la ministre, nous continuerons de nous battre pour les droits des étudiants. Nous serons présents ce mercredi 26 avril, à 12h30, place Surllet de Chokier pour revendiquer des plats à 2€ dans les cantines, sans condition d'accès, pour enfin aider les étudiants et leur permettre d'étudier en paix. Ne laissez pas la détresse des étudiants sans réponse.



Présidente de la FEF: **Emila Hoxhaj** | T 0492 27 87 52 | emila.hoxhaj@fef.be

Chargé de communication de la FEF: **Renaud Leemans** | T 0492 27 87 59 | renaud.leemans@fef.be